

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/21
30 novembre 1999

(99-5201)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

Déclaration de M. Donald J. Johnston **Secrétaire général de l'OCDE**

Il ne fait pas de doute que le commerce est un puissant instrument de développement économique – probablement le plus puissant. La libéralisation du commerce est essentielle pour promouvoir la prospérité des nations et le bien-être des citoyens. La période de l'après-guerre témoigne des bienfaits apportés par un système multilatéral fondé sur des règles. Les nouveaux gains de prospérité qui résulteraient d'une libéralisation plus poussée du commerce sont à la fois réels et mesurables.

Tous les pays, aussi bien les pays développés que les nouveaux pays industrialisés et les pays en développement, ont à y gagner. Au cours des dix prochaines années, selon une étude récente de l'OCDE, une suppression totale des droits de douane qui frappent actuellement les importations partout dans le monde pourrait faire augmenter la production économique mondiale d'environ 3 pour cent.

En termes monétaires, cela reviendrait à injecter l'équivalent de 1,2 billion de dollars EU dans l'économie mondiale. Et ce sont les pays en développement qui en profiteront le plus.

Permettez-moi de donner ce que je considère comme un exemple concret très frappant. En Afrique subsaharienne, selon cette étude de l'OCDE, la suppression des obstacles tarifaires pourrait faire progresser le produit intérieur brut de près de 4 pour cent au cours de la prochaine décennie. Cela représenterait un gain annuel de richesse à peu près équivalent, en termes monétaires, aux sommes que les pays de l'OCDE consacrent à l'aide publique au développement en faveur de cette région.

Globalement, les pays non membres de l'OCDE tireraient de la libéralisation du commerce près de deux fois plus de profit, relativement à la taille de leur économie, que les pays de l'OCDE: 4,9 pour cent contre 2,5 pour cent.

Mais comment arriver à ce résultat? Les enjeux sont élevés et les défis politiques sont eux aussi considérables. Les pays en développement et les nouveaux pays industrialisés s'inquiètent des répercussions que le libre-échange et la concurrence pourraient avoir sur leurs industries naissantes et leurs entrepreneurs. Mais les défis sont également considérables pour beaucoup des pays développés que l'OCDE compte parmi ses membres.

Les pays de l'OCDE en tant que groupe ont fait montre d'une volonté constante de garder les marchés ouverts et d'éviter les tentations du protectionnisme. L'OCDE a été à l'avant-garde lorsqu'il s'est agi d'élaborer les outils intellectuels dont on avait besoin pour promouvoir un commerce plus libre.

- Au cours de la préparation du Cycle d'Uruguay, l'OCDE a joué un rôle capital en forgeant le concept du commerce des services qui a été à la base d'une nouvelle étape vers la libéralisation du commerce.
- Une autre contribution importante de l'OCDE a été la méthodologie mise au point pour mesurer l'ampleur et le montant des subventions versées par les gouvernements pour soutenir leur agriculture, les fameux "instruments de mesure de soutien" que sont l'"équivalent subvention à la production" (ESP) et l'"équivalent subvention à la consommation" (ESC).

Sans ces deux instruments, le Cycle d'Uruguay n'aurait jamais abouti aux excellents résultats que nous avons maintenant à notre actif.

Si l'on regarde vers l'avenir, toutefois, il est clair que de nouvelles approches seront nécessaires dans beaucoup d'autres domaines. De récentes études de l'OCDE sur les liens entre le commerce et le développement, par exemple, mettent en évidence la nécessité d'une plus grande cohérence globale entre les politiques économiques des pays tant développés qu'en développement.

Il n'est pas dans l'intérêt des pays développés de canaliser les ventes des pays en développement vers leurs seuls marchés, alors que ceux-ci voudraient vendre à d'autres pays en développement. Il est aussi contraire à leurs intérêts de maintenir des systèmes commerciaux ouverts, tout en appliquant une politique intérieure qui crée des restrictions *de facto*.

Et ni les pays développés ni les pays en développement ne peuvent espérer tirer des bénéfices de l'accroissement des échanges si ces effets positifs sont compromis par les faiblesses dont souffrent d'autres aspects de leur économie. Le fléau de la corruption, par exemple, sape le développement économique en faussant les bases sur lesquelles sont faits les choix économiques. Les sociétés qui sont gérées sans tenir compte des intérêts de toutes les parties prenantes ne peuvent pas réaliser tout leur potentiel en termes de création de richesses.

C'est pourquoi je pense que les travaux de l'OCDE dans des domaines tels que la lutte contre la corruption et la promotion des meilleures méthodes dans le domaine de la gestion des sociétés sont d'une importance aussi cruciale. Des systèmes de gestion adéquats sont essentiels à tous les niveaux, tant dans l'administration publique que dans les conseils d'administration des sociétés, si l'on veut que les pays puissent profiter de tous les bénéfices que la libéralisation du commerce peut leur apporter.

La libéralisation du commerce nécessitera aussi d'adopter de meilleures pratiques dans d'autres domaines de la politique économique intérieure. Pour faire face à la nouvelle concurrence qu'elle engendrera, les politiciens devront s'attaquer à des réformes de la réglementation et opérer des changements structurels visant à améliorer le fonctionnement du marché du travail et celui des biens et services.

Je voudrais donc profiter de l'occasion qui m'est offerte par cette conférence pour lancer un message aux pays industrialisés ici présents, y compris ceux qui sont membres de l'Organisation que j'ai l'honneur de représenter. Les bénéfices à tirer d'un environnement commercial plus libéral sont immenses, mais sachez que vous aurez à faire certains choix douloureux et à prendre des décisions difficiles.

Comment les pays développés peuvent-ils faciliter le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales mondiales? Ils peuvent commencer par mettre de l'ordre dans leur propre économie, en opérant les ajustements macro-économiques et structurels qui leur permettront de tirer les bénéfices de marchés plus ouverts et d'assurer une plus large répartition de ces bénéfices.

Ils peuvent aussi jeter un regard neuf sur leurs relations avec les pays en développement. Un geste longtemps attendu consisterait à supprimer enfin les conditions restrictives auxquelles un certain nombre de pays soumettent encore leur aide au développement. En déliant l'aide et en rendant aux pays bénéficiaires appauvris leur liberté de choix, on accroîtrait d'un seul coup la valeur de cette aide, on supprimerait un facteur qui fausse le commerce mondial et on rendrait aux mécanismes d'aide la dignité qu'ils ont parfois perdue par suite des attitudes mercantiles de certains dans le monde développé.

Enfin, en tant qu'observateur "extérieur" attentif, je voudrais demander que l'on réévalue quelque chose que beaucoup considèrent à juste titre comme l'un des acquis majeurs du Cycle d'Uruguay. Je veux parler de la procédure de règlement des différends qui est au cœur des règles de l'OMC.

Je voudrais dire tout d'abord que je partage l'idée selon laquelle la procédure de règlement des différends, telle qu'elle existe actuellement, a été un élément essentiel de la création du système commercial mondial actuel. En tant que telle, elle doit être préservée, protégée et entretenue.

Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir à la façon de l'améliorer. À cet égard, je me cantonnerais à trois observations:

- Tout d'abord, même si ce n'est qu'en tout dernier recours, il s'avère que par le biais de l'imposition de mesures de rétorsion, le système peut conduire à renforcer des obstacles au commerce au lieu de les abaisser.
- Deuxièmement, la procédure de règlement des différends peut conduire à étendre l'imposition d'obstacles au commerce à des secteurs qui sont la cible des mesures de rétorsion – ce qui revient à viser bien souvent des produits ou des négociants qui n'ont qu'un rapport très lointain avec les produits ou les négociants qui sont au cœur du différend initial.
- Enfin, cette procédure repose en dernier ressort sur l'exercice d'un pouvoir de rétorsion crédible – ce qui n'est pas toujours à la portée de tous les membres.

Je pense que nombreux sont ceux qui pourront trouver de bonnes raisons économiques justifiant de maintenir le système actuel et je ne conteste nullement ces raisons. Mais mes préoccupations sont de nature plus politique et plus systémique. Sommes-nous certains qu'en continuant à nous en tenir à cette série d'arrangements, nous faisons tout ce qui est possible pour maintenir une procédure de règlement des différends efficace – ce mécanisme qui est peut-être le plus beau résultat des négociations du Cycle d'Uruguay? Sommes-nous certains que cette façon d'agir est la meilleure pour obtenir le soutien du public dont nous avons tous besoin pour développer le système multilatéral? Ou ne courrons-nous pas le risque d'un possible contre-courant?

Je n'ai pas d'illusion à cet égard et je sais que pour faire évoluer la situation actuelle, il faudra surmonter de nombreuses difficultés. Des notions comme celles de compensation, par exemple, sont plus faciles à énoncer en théorie qu'à mettre en pratique. Mais nous sommes actuellement à un moment où l'avenir du système commercial multilatéral est au centre de notre attention, et nous ne devrions pas éluder des questions importantes concernant la manière de l'améliorer. Je voudrais dire à tout le moins que c'est là une question qui mérite d'être étudiée attentivement par les Membres de l'OMC. L'OCDE pourrait de son côté contribuer à la réflexion de l'OMC sur ce sujet.

Je voudrais une fois encore vous exprimer mes remerciements et vous adresser, ainsi qu'à tous les Membres, mes meilleurs vœux pour le succès de vos délibérations au cours de ces prochains jours. Vous participez à une entreprise de la plus haute importance, et vous pouvez compter, de même que l'OMC, sur le soutien indéfectible de l'OCDE dans tous vos travaux au cours des mois et des années à venir.
